**RAPPORT DE LA DEUXIEME REUNION SECTORIELLE PREPARATOIRE A LA PREMIERE CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE NYONG**

**LIEU MBALMAYO**

**DATE 18/10/2020**

Organisée par l’ONG Volontariat Pour l’Environnement (VPE), la deuxième sectorielle préparatoire à la première conférence internationale sur le NYONG s’est tenue le 18 Octobre 2019 à la salle des actes de la commune de MBALMAYO.Y étaient conviés les communes de Mbalamayo, de Mfou, de Ngomedzap, d’Akono ; les délégations départementales des ministères installés dans le Nyong et So’o, les représentants des organisations de la société civile du département du Nyong -et- So’o et les chefs traditionnels. Les articulations qui ont meublé ces assises tournaient autour des points ci - dessous :

1. Les différentes allocutions
2. Les communications
3. Les modalités de participation à la conférence internationale sur le Nyong
4. La formulation des propositions

A l’issue de la présentation individuelle des participants et avant les allocutions, le Dr ONANA Joseph et M. OMGBA ESSOMBA François Xavier ont respectivement été désignés comme modérateur des travaux et secrétaire de séance.

1. **Des allocutions**
2. **Allocution du 2e adjoint au Maire de la commune de Mbalmayo**

Prenant la parole le premier, Monsieur MBARGA ALEGA Célestin, tout en souhaitant la bienvenue à l’ensemble des participants a invité ces derniers à mener une réflexion soutenue afin de sauver le fleuve Nyong qui « se meut graduellement ». Dans la même lancée, il a félicité l’ONG Volontariat Pour l’Environnement pour l’organisation de la conférence internationale sur le Nyong.

1. **Allocution du Directeur de VPE**
2. **Des communications**

Au total sept (07) communications ont été présentées par les Délégués départementaux des ministères du Nyong – et – So’o.

**1ère communication : Délégation Départementale du Ministère de l’élevage, des pêches et industries animales (MINEPIA)**

Le Délégué Départemental du MINEPIA a axé son intervention sur la situation des pêcheries dans le département. Après avoir présenté trois types de pêches (la pêche industrielle, la pêche semi – industrielle et la pêche artisanale), il a mis l’accent sur les agressions qui pèsent sur ces activités dans le Nyong – et – So’o à savoir :

* L’agression de type naturel : elle concerne la jacinthe d’eau sous laquelle aucun poisson ne vit et le SUE (symdromme …………………………) qui n’a pas de traitement approprié ; il frappe les poissons et se manifeste par l’apparition des tâches à la base des nageoires des poissons. Cette agression conduit à la baisse de la productivité.
* L’agression humaine : elle se caractérise par les mauvaises techniques de pêche, le manque de collaboration des pêcheurs d’avec les autorités
* L’agression au niveau du biotope : elle est causée par l’usage des produits chimiques qui détruisent tout et la pêche dans les mangroves.

Au regard de ces agressions, M. le Délégué du MINEPIA a émis quelques recommandations au rang desquelles :

* Signaler les cas suspects d’agressions auprès des autorités compétentes,
* Prendre en compte les pêcheurs dans les populations cibles,
* Interdire la pêche dans les mangroves,
* Empêcher la pêche des alevins,
* Empêcher le déversement des produits chimiques dans l’eau,
* Brûler les poissons infectés,
* Traiter d’abord les alevins avant de les mettre dans l’eau, etc.

**2e communication : Délégation Départementale de l’Environnement**

D’entrée de jeu, le Délégué de l’environnement a présenté l’état des lieux du fleuve Nyong dans le Nyong – et – So’o ; état des lieux qui montre

* La forte présence de la jacinthe d’eau et d’autres plantes envahissantes causée par la pollution de l’eau, la mauvaise gestion des ordures ménagères ;
* L’exploitation artisanale du sable sur le lit du fleuve perturbant ainsi les écosystèmes,
* L’affaiblissement du débit du Nyong,
* La diminution de la quantité d’eau à exploiter,
* La raréfaction du poisson.

Face à cette situation, le MINEPDED a pris des mesures relatives à la gestion des cours d’eau. Conformément à la convention RAMSAR, le Cameroun a aodpté la loi N°………………………de 199…., le décret 2011 sur ………………………………, la circulaire N°0035 de juillet 2014 sur l’interdiction du lavage des voitures à proximité des cours d’eau.

Pour améliorer la situation environnementale dans le Nyong – et – So’o, le MINEPDED mène des inspections, les analyses de l’eau en amont et en aval pour mesurer le degré de pollution de l’eau, octroie des subventions à la commune de Mbalmayo à hauteur de ……………………………………. pour la formation des riverains dans la transformation des biomasses, etc., ainsi que l’acquisition de deux pirogues et ………………………………..

En guise de recommandations, le Délégué du MINEPDED recommande :

* La création d’une police municipale visant à parcourir le lit du fleuve afin de mieux lutter contre la pollution du Nyong,
* La recherche d’autres financements par la commune de Mbalmayo

**3e communication : Délégation Départementale des Forêts et de la Faune**

Après avoir présenté le NYONG, Mme le Délégué Départemental des Forêts et de la Faune, n’a pas manquer de mentionner les menaces qui pèsent sur le NYONG. Ces menaces sont :

* La raréfaction du poisson,
* Les poissons de petites tailles,
* L’exploitation forestière,
* Les pollutions du fleuve et la présence des bouteilles plastiques sur le fleuve,
* L’érosion des berges où les poissons sont censés se reproduire.

Par rapport aux zones humides, le MINFOF a catégorisé ses activités et les mesures à prendre ; ainsi a-t-il mis en place

* Les mesures préventives : surveillance du territoire, patrouille, sensibilisation (malgré la réticence des populations),
* Mesures protectrices : le reboisement,
* Mesures répressives : les sanctions

Le MINFOF, a –t-elle ajouté, met également à l’accent sur la formation à travers les écoles de formation, les séminaires, les colloques.

**Echanges :**

Suite à la communication du délégué du MINFOF, plusieurs participants ont pris la parole.

**Le Directeur de VPE** a insisté sur la sensibilisation et la formation sans lesquelles les actions menées sur le Nyong n’auront pas d’impact. Il a par ailleurs invité la société civile à agir pour que les actions sur le bassin du Nyong soient efficaces et efficience ;

**Le Maire Mbarga Célestin** a évoqué la nécessité d’éduquer les enfants sur la protection de l’Environnement,

**Mme le Délégué du MINFOF** de renchérir pour observer que les programmes de formation à l’environnement sont d’ordre général, or ils doivent être plus spécifiques à la gestion des questions environnementales au lieu qu’ils soient théoriques ils gagneraient à devenir plus pratiques.

**M. ………………………….., président de ………………………,** relève quant à lui la difficulté d’avoir sur le terrain les plants permettant de reboiser.

**Quant au délégué du l’Urbanisme et du Développement Urbain**, le développement des villes doit se faire en fonction de leur identité et il fait rendre le déchet rare ;

Reprenant la parole, le modérateur des travaux fait observer que planter les arbres signifie restaurer ce qui a été détruit et non détruire la nature ;

**Pour M. OLOMO Théophile**, les acteurs ne doivent pas perdre de vue que dans l’élaboration des projets ils doivent toujours penser mondialement et agir localement ; ceci pour remarquer que les actions des administrations ne sont pas coordonnées parce que chaque secteur agit de façon isolée, ce qui fait qu’on a l’impression que les moyens sont dispersés. Il souhaite par ailleurs qu’un portefeuille de suggestions de projets soient rédiger afin d’être présenté aux bailleurs de fonds.

**4e communication : Délégation Départementale de l’Eau et Energie**

Ayant présenté la mission du Ministère de l’Eau et de l’Energie (Elaborer les politiques du gouvernement sur la production, le transport et la distribution de l’eau et Energie), le délégué du Nyong – et – So’o a recensé les facteurs qui entravent l’action des administrations à savoir entre autres : le manque de collaboration car certaines administrations ne cherchent pas à savoir ce que font les autres ; l’immobilisme ; le chevauchement des compétences ; le manque de moyens financiers. Néanmoins, a-t-il ajouté, le Ministère des mines et de l’énergie mène des actions en vue de la production, de la distribution de l’eau et de l’énergie à l’instar du Plan d’action et gestion des ressources en eau élaboré depuis 2009 et a réalisé le projet de captage d’eau de NKOMYADA. Il termine son propos en émettant le vœu que les administrations collaborent afin d’être plus efficaces.

**5e communication : Délégation Départementale de l’Urbanisme et du Développement urbain**

D’entrée de jeu, Monsieur le Délégué Départemental de l’Urbanisme du Nyong – et – so’o a fait état de l’urbanisme dans son unité de commandement, notamment en ce qui concerne le Nyong et ses affluents. Aussi a – t- il dénombré les problèmes liés à son secteur dans ce département à savoir :

* L’occupation des berges du Nyong de façon anarchique ;
* L’installation des industries près du fleuve ;
* Le déversement des déchets dans le fleuve ;
* Le remplage des marécages ; etc.

Ne s’étant pas limité à l’énumération des problèmes de l’urbanisme dans le Nyong- et – So’o, le Délégué Départemental, afin de faire face aux difficultés de l’urbanisation de son département, a énuméré un certain nombre de solutions ; lesquelles tournent autour de :

* La maîtrise de l’occupation du sol ;
* La production du plan d’assainissement et le drainage ;
* La valorisation et l’aménagement des berges du Nyong pour favoriser le tourisme, etc.

**5e communication : Délégation Départementale du Tourisme**

Dans son propos, Monsieur le Délégué Départemental du Ministère du Tourisme a réconcilié « l’inné et l’acquis » pour expliquer l’importance du tourisme. Aussi a - -t-il souhaité que le tourisme ait un visage humain à travers entre autre l’utilisation des outils multisectoriels au rang desquels : la prospection, la valorisation des outils culturels.

Tout en citant certains projets réalisés par le Ministère du Tourisme dans le Nyong –et – So’o, le Délégué départemental a précisé que tout projet doit prendre en compte la protection de l’environnement et la préservation des générations futures, d’où le slogan de « Tourisme Durable ».

**Echanges : dans les échanges, il a été question de :**

* Faire un construit collectif à présenter aux bailleurs de fonds comme venant du Cameroun ;
* Chaque sectoriel devrait avoir un cahier de charges pour l’efficacité des actions du gouvernement ;
* Le préfet et le Maire de la ville de Mbalmayo doivent informer les administrations de ce qu’il y a à faire dans la ville ;
* Il est important de coordonner les actions à partir du Préfet et du Maire en réunissant les sectorielles afin de mener de façon collective les projets et de les mieux évaluer (Point de vue du Délégué des Forêts et de la Faune) ;
* Il est aussi important de savoir les besoins de la ville qui ne sont pas encore financés afin d’y formuler les projets. L’objectif étant de faire l’état des lieux de ce qui est fait et de ce qui n’est pas encore été réalisé.
* Pour le Délégué Départemental des Mines, l’action globale ne se contredit pas, tout dépend de la manière de faire ; aussi propose-t-il qu’une plateforme d’échanges des actions soit mise en place pour que chacun puisse envoyer l’information de ses actions à son collègue d’une autre administration, question d’assurer l’efficacité des actions menées.
* Quant au responsable du PCD de la commune de Mbalmayo, interpellé par le Maire MBARGA, le Nyong subit beaucoup de pressions : sable, usine de captage d’eau, etc. On ne peut pas assainir le Nyong sans assainir ses affluents. En réponse au délégué des mines qui donne plus d’importance au plan d’urbanisation par rapport au PCD, Monsieur……………………. Réagit en précisant que le PCD est global et rien n’est intégré au PCD sans prendre en compte les politiques sectorielles.
* Pour trancher le débat sur le PCD, le Professeur OLOMO précise d’abord qu’il faut penser globalement et agir localement dans chaque commune du département du Nyong –et – So’o avant de préciser que le PCD est le socle de toute planification et que pour être en symbiose avec les bailleurs de fonds il est nécessaire de « voir gros » c’est – à – dire dans le long terme.

**7e communication : Le 2e adjoint au Maire de la Commune de MBALMAYO intervenant sur la Décentralisation**

Ayant sommairement présenté le bassin du Nyong et certains de ses affluents, le Maire a estimé à 20 000 au moins les riverains qui « vivent du Nyong ». En plus, il a mentionné de l’état de délabrement du cours du Nyong qui selon lui « se meurt » à cause des politiques non adaptées ; l’appauvrissement de la flore et l’accentuation de la pauvreté des riverains, etc. Tout en se félicitant de la disponibilité des personnels, il déplore tout de même que la commune du Mbalmayo ne réserve aucune ressource pour restaurer le Nyong.

Concernant la décentralisation proprement dite, il a invité chaque commune à se poser un certain nombre de questions parmi lesquels :

1. Sommes – nous au courant des problèmes du Nyong ? En réponse, il faut une base de données sur le Nyong.
2. Disposons – nous de l’expertise idoine ? En réponse, il faut mettre en place un plan de formation et de partenariat.
3. Disposons – nous d’un plan de développement local ?
4. Le PCD est – il conforme à la vision stratégique de l’Etat ? En réponse, il faut créer des emplois en mettant l’accent sur l’aspect genre te les jeunes.
5. Quels sont les moyens nécessaires ? En réponse, il faut mettre en place et respecter les manuels de procédures.
6. A-t-on un tableau de bord de suivi des opérations ?

**Echanges**:

* Le Président de AKOM – COOP – CA estime qu’il faut associer tous les acteurs à tout le processus des actions liées à l’aménagement du Nyong et particulièrement les riverains ; car estime – t-il, ces derniers sont les premiers gardiens de la survie du Nyong. En outre, il observe que le poisson se fait rare dans le Nyong et propose que les acteurs soient accompagnés sur le terrain.
* Pour Monsieur NDOUMA MINTSA parlant de la commune de Mbalmayo, il y a un manque d’accompagnement des populations ; voilà pourquoi il propose que l’accent soit mis sur l’Education des populations et que l’Etat prenne effectivement ses responsabilités.
* Prenant la parole, Mme JOY ALIMA martèle que soient pas oubliés les communautés, les chefs traditionnels et les leaders religieux dans la mise en œuvre des projets du Nyong.

Au terme des communications et des échanges, plusieurs recommandations ont été formulées. Il s’agit de :

1. La création d’une plateforme des administrations du Département du Nyong – et – So’o ;
2. Mettre l’accent sur l’Education des populations riveraines quant aux problématiques du Nyong ;
3. La mise en place d’une police communale pour lutter contre la pollution du Nyong ;
4. Associer davantage les populations à la base dans tout le processus d’aménagement du Nyong et notamment les communautés.

En marge de la deuxième sectorielle préparatoire à la Conférence Internationale sur le Nyong s’est tenue la réunion des Organisations de la Société Civile (OSC) au cours de laquelle il a été décidé de la création du Réseau des Organisations de la Société Civile du Bassin versant du Nyong. Mme NDZIE Rosalie de la Commune de NGOMEDZAP a été choisie comme présidente de ce réseau en attendant que les autres postes soient pourvus au cours de la troisième sectorielle qui se tiendra à AKONOLINGA. Par ailleurs, Monsieur ………………….. a été désigné pour rédiger la première mouture des textes devant régir le fonctionnement du réseau.

Débutée à 11 heures précises, les travaux de la deuxième sectorielle préparatoire à la première conférence Internationale sur le Nyong se sont achevés autour de 16 heures dans une ambiance bon enfant et avec l’engagement de tous les participants à implémenter les résolutions prises et à tout mettre en en œuvre pour la réussite de la conférence et des projets réels qui en sortiront.

**Secrétaire de séance**

**OMGBA ESSOMBA François Xavier**